

Une conscience de classe à construire

Christine Mendelsohn

La lutte des salariés de Renault Dacia en Roumanie a permis de mieux comprendre les mécanismes de concurrence entre salariés de l'est et de l'ouest de l'Union européenne. Leur résistance au chantage à la délocalisation a marqué les esprits des salariés de l'Ouest, car elle a mis fin à l'idée qu'on peut indéfiniment exploiter les salariés habitant l'Europe.

En tant que représentante du Parti de la gauche européenne, j'ai rencontré les responsables syndicaux de Renault Dacia à Pitesti, en avril dernier. Le travail avait repris la semaine précédente. L'échange a montré combien les intérêts des différents salariés et peuples européens ne sont pas automatiquement convergents : le travail politique consiste à prendre en compte les divergences existantes pour les dépasser à partir d'une analyse de classe.

Le très bas niveau des salaires et l'inflation sur les produits alimentaires ont été le déclencheur de la grève, les ouvriers et ingénieurs de Dacia ne pouvant plus vivre de leur salaire alors qu'ils fournissent un produit de qualité et fortement rentable pour l'entreprise, la Logan.

Malgré le chantage à la délocalisation hors de l'Union européenne et les interventions des patrons de l'entreprise pour déclarer la grève illégale, 70 % des salariés ont fait trois semaines de grève et obtenu 97 € d'augmentation pour un salaire moyen de 250 € ainsi qu'une prime annuelle ; le salaire de départ d'un ouvrier était de 150 € et celui d'un ingénieur 300 €.

Une loi récente exige que la grève soit suivie par 50 % des syndiqués de l'organisation majoritaire ou par 30 % des salariés. Ce calcul est fait chaque jour de grève. Cette loi a été adoptée par les politiques et les parlementaires Roumains au moment de leur entrée dans l'Union européenne, sous prétexte que c'était une exigence de la Communauté. Les syndicats Roumains (BNS) ont saisi l'OIT, car cette loi est restrictive par rapport à leur constitution. Ils demandent au PGE d'intervenir auprès du gouvernement roumain sur cette question.

Deux conférences de presse, une à Pitesti et l'autre à Bucarest, montrent que les questions qui font débat en Roumanie ressemblent à celles qui sont posées en France :

« Les salariés de l'Ouest veulent conserver leurs emplois et ceux de l'Est veulent faire venir des emplois. Comment gérez-vous cette contradiction ? »

Christine Mendelsohn est représentante du PCF au Parti de la gauche européenne (octobre 2008)

« N'est-il pas équitable que les salaires baissent à l'Ouest pour augmenter à l'Est? »

« Comment les salariés roumains peuvent-ils rester attractifs s'ils continuent à demander des augmentations de salaires? »

Les représentants locaux de l'Alliance socialiste ont souligné que l'entrée dans l'UE, il y a deux ans, a créé une dynamique pour l'emploi en Roumanie, mais a provoqué aussi de grandes difficultés pour vivre de son salaire. Ce qui est le plus visible depuis l'entrée dans la Communauté européenne, c'est l'augmentation du nombre de banques (Société Générale), de grandes surfaces commerciales (Carrefour) et des pharmacies. Ils ont également expliqué que dans un terrain à côté de l'usine Dacia sont enfouis depuis 15 ans des déchets radioactifs allemands. Le gouvernement roumain a été contacté récemment pour recevoir les poubelles de Naples. Le refus de l'Union européenne de faire rentrer la Roumanie et la Bulgarie dans l'espace Schengen, contrairement à ce qui s'est passé pour les premiers pays de l'Est entrés dans la Communauté, a provoqué une grande colère chez les citoyens roumains qui ne veulent pas être colonisés et refusent d'être des Européens de deuxième zone.

L'exemple de Dacia montre que la théorie de la loi du marché qui équilibrerait les conditions de vie partout en Europe et même dans le monde est mise à mal par toutes les manifestations des populations qui n'ont que leur travail pour vivre ; elles se déroulent actuellement, à l'Ouest, à l'Est et même au Sud avec les émeutes de la faim. C'est bien la preuve que le clivage n'est pas Nord-Sud, ni Est-Ouest, mais que l'affrontement se situe entre les salaires qui ne permettent plus de vivre et les entreprises qui se déplacent pour exploiter toujours plus afin d'augmenter les profits des actionnaires, alimentant la spéculation sur les denrées alimentaires et les matières premières. C'est le choix qu'ont fait les chefs des gouvernements de nos pays européens à travers les traités et les directives.

La politique libérale réduit le salarié à une ressource dont il faut baisser le prix. Simultanément elle le pousse à être le consommateur nécessaire au fonctionnement du capitalisme. Cette contradiction atteint un seuil inacceptable: le nombre de manifestations pour l'augmentation des salaires, partout en Europe, en témoigne. Mais, alors que les droits des capitaux sont bien détaillés, le droit de grève n'est pas reconnu comme un droit communautaire, ni dans le traité de Lisbonne ni dans la Charte des droits fondamentaux. Il est laissé à la responsabilité nationale ; c'est un combat politique que nous devons mener au niveau européen et dans chaque pays.

Lorsque les Roumains sont entrés dans la Communauté européenne, l'espoir portait sur un rattrapage de leur niveau de vie par rapport à celui des Européens de l'Ouest. Ils voient qu'en fait la politique actuelle de l'Union européenne ne porte que sur l'exploitation des salariés de l'Est afin de permettre une exploitation accrue des salariés de l'Ouest.

Nous devons dénoncer la construction européenne qui a modifié les conditions de son élargissement: l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et la

Grèce ont bénéficié de fonds structureux importants lors de leur rentrée pour rattraper le niveau de vie des autres Européens. Les dix derniers pays entrants en ont eu moins et les salariés sont utilisés pour la politique de *dumping* social et fiscal. Une région *low cost* a été créée à l'intérieur même du marché commun.

Le Parti de la gauche européenne est favorable à une augmentation du budget européen accompagnant sa politique d'élargissement. Sinon, comme l'a souligné une camarade hongroise à l'université d'été du Parti de la gauche européenne, le sentiment de colonisation au sein des peuples de l'Est pourrait déboucher sur une montée accrue de l'extrême droite dans ces pays : les conséquences seraient alors déstabilisantes pour toute l'Europe.

La situation en Roumanie montre à quel point la phrase de Jack Ralite est criante de vérité : « La pauvreté est une construction politique et sociale ». Les dirigeants libéraux des pays européens ont construit cette politique, consciemment, dans chacun de leur pays et l'ont consolidée au niveau européen, traité après traité, alors que les peuples votaient « non ».

C'est contre ces choix que la CES a organisé, en avril dernier, une manifestation à Ljubljana à laquelle nous avons participé. C'est aussi pour agir contre ces orientations que le Parti de la gauche européenne a décidé de mener une campagne contre la précarité.

Le Parti de la gauche européenne milite pour que la politique ne soit plus soumise à ceux qui s'intéressent à l'accumulation des profits des actionnaires. Nous nous battons pour que la politique s'intéresse à la qualité de vie de l'être humain et de la planète. Il faut que ces orientations deviennent les piliers de la politique économique et sociale de l'Union européenne.